

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/MIN(98)/ST/114
20 mai 1998

(98-2178)

CONFÉRENCE MINISTÉRIELLE
Deuxième session
Genève, 18 et 20 mai 1998

Original: anglais

UGANDA

Déclaration distribuée par M. H. M. Kajura,
Ministre du commerce et de l'industrie

1. Nos délibérations portent essentiellement sur deux questions, à savoir la mise en oeuvre des Accords du Cycle d'Uruguay et les activités futures.

L'objectif qui consiste à faciliter et à promouvoir le progrès économique des pays en développement a été réaffirmé dans les Accords issus du Cycle d'Uruguay. Le préambule de l'Accord de Marrakech dit d'ailleurs clairement "qu'il est nécessaire de faire des efforts positifs pour que les pays en développement, et en particulier les moins avancés d'entre eux, s'assurent une part de la croissance du commerce international qui corresponde aux nécessités de leur développement économique".

2. Si elles ont accru l'efficacité, la mondialisation et la libéralisation ont également provoqué la marginalisation des pays en développement, en particulier les PMA. De nombreux pays sont dépourvus de divers éléments de l'infrastructure physique, financière, humaine et institutionnelle nécessaire pour accéder aux marchés internationaux et y soutenir la concurrence douanière effective. Des contraintes nationales sur le plan de l'offre limitent considérablement leur capacité d'exporter et d'exploiter leur potentiel d'accès aux marchés.

3. Ce qui est fondamental pour l'Ouganda, comme d'ailleurs pour l'ensemble des pays en développement, c'est que les Accords émanant du programme de négociations multilatérales appuient leur propre stratégie de développement économique national et, en particulier, confirment le rôle que jouent les échanges dans cette stratégie. L'investissement et la suppression des obstacles économiques sont indispensables pour renforcer la capacité des pays en développement de gérer leur processus de développement.

4. L'Ouganda est attaché à la libéralisation économique et commerciale. Même s'il est un PMA, son régime économique et commercial est un des plus libéraux au monde. Pour que nos économies soient en mesure d'attirer l'investissement, d'accroître la production, d'améliorer la qualité des produits, de respecter les normes et de bénéficier des possibilités qu'offre le système commercial multilatéral, le processus de libéralisation que nous avons mis en place doit être complété par un environnement international favorable, ce qui suppose que l'on s'attaque aux problèmes de l'endettement, de l'accès aux marchés, et des contraintes au plan de l'offre.

5. En tant que pays en développement, nous attachons beaucoup d'importance à la mise en oeuvre des Accords du Cycle d'Uruguay. Pour nous, le succès de l'OMC dépendra de la mesure dans laquelle cette mise en oeuvre aura réussi à contribuer de manière positive et sensible au développement de nos économies. L'OMC devrait faire le bilan du processus de mise en oeuvre afin

de voir si les perspectives de croissance économique et de développement durable des pays en développement envisagées dans les Accords du Cycle d'Uruguay se sont concrétisées.

6. Pour la plupart de nos pays, la mise en œuvre des Accords de l'OMC s'est révélée complexe; nous avons donc besoin d'une assistance technique considérable pour nous doter des moyens nécessaires pour en respecter les dispositions. Par exemple, en raison de leur capacité humaine et institutionnelle limitée, un certain nombre de pays ACP ont éprouvé des difficultés à s'acquitter de leurs obligations de notification au titre des Accords de l'OMC, et à exploiter les possibilités offertes par ces derniers. Nos pays ont également du mal à respecter les calendriers prévus pour les périodes de transition. Il faut au plus vite leur apporter les ressources financières et techniques qui leur permettront d'adapter leurs législations nationales aux Accords du Cycle d'Uruguay.

7. Nous tenons à signaler que les mécanismes de transition ont été mis au point non seulement pour donner aux pays en développement plus de temps pour adapter leurs législations, mais aussi dans l'idée que ces pays, surtout les PMA, recevront une assistance technique leur permettant de parvenir à un stade de développement où ils pourront se conformer aux Accords du Cycle d'Uruguay et en tirer parti.

8. Par conséquent, le Groupe des États ACP appuie l'initiative en faveur des PMA, mais souligne la nécessité d'adopter des mécanismes et des mesures appropriés pour réellement mettre en œuvre la décision. Nous reconnaissons que les pays sans littoral et les petits pays insulaires vulnérables et à faible revenu souffrent de divers handicaps et que l'OMC doit leur accorder une attention spéciale. Nous exhortons l'OMC et les autres organisations à accroître l'assistance technique qu'elles fournissent aux pays ACP afin de répondre à leurs besoins spécifiques. Cette assistance technique devrait porter à la fois sur les moyens à leur donner pour leur permettre de comprendre les divers Accords issus du Cycle d'Uruguay et sur l'amélioration de leur capacité à s'acquitter de leurs obligations dans le cadre de l'OMC et à surmonter les contraintes au plan de l'offre.

9. En ce qui concerne le processus d'accession, nous réaffirmons notre position, à savoir que les pays en développement, et surtout les petits pays et les pays insulaires, ne devraient pas être tenus d'accepter davantage d'obligations que celles qui ont trait à la stricte application des Accords de l'OMC.

10. Le rôle du secteur privé comme moteur de développement est crucial pour faciliter l'intégration des pays en développement dans l'économie mondialisée et libéralisée. Les intervenants du système commercial multilatéral devraient adopter des mesures destinées à appuyer le secteur privé des pays en développement pour qu'il joue son rôle. Nous exhortons l'OMC et les institutions de Bretton Woods à améliorer leur coordination pour l'élaboration des politiques économiques au niveau mondial.

11. S'agissant des travaux futurs, nous estimons que l'OMC devrait pour le moment se concentrer sur la mise en œuvre des accords existants et du programme incorporé. Nous reconnaissons toutefois que l'OMC, en tant qu'enceinte pour les négociations entre ses Membres, doit s'adapter aux changements et à l'évolution rapide des idées. Nous sommes par conséquent disposés à examiner les rapports des Groupes de travail du commerce et de l'investissement, du commerce et de la politique de la concurrence et de la transparence des marchés publics lorsqu'ils seront terminés et prêts à être présentés au Conseil général. Il s'agit de questions distinctes, qui ne devraient pas être mises sur le même pied que celles pour lesquelles il a déjà été convenu de mener des négociations sous l'égide de l'OMC. Il va sans dire que tout programme futur doit impérativement inclure le suivi de la Réunion de haut niveau sur les PMA.

12. Le succès qu'a remporté l'OMC dans la promotion de la libéralisation des échanges et de son mécanisme contraignant de règlement des différends peut inciter certains à se servir d'elle pour

atteindre d'autres objectifs qui, bien que souhaitables, ne sont pas essentiels à sa mission. Cela serait très regrettable. Comme l'indiquait "The Economist" du 16 mai, et je cite: "L'OMC doit également déterminer jusqu'à quel point elle tient à s'occuper de questions plus ésotériques comme les règles antitrust, les restrictions à l'investissement étranger, les droits des travailleurs et la protection de l'environnement. Ces questions sont complexes et particulièrement litigieuses parce qu'elles touchent à ce que nombre de gouvernements considèrent comme relevant de leur politique intérieure. L'OMC doit parvenir à un équilibre entre la lutte contre les politiques intérieures qui faussent grandement les échanges et le respect de la souveraineté nationale".
